

Déclaration du Bureau Fédéral

Le Président de la République a initié un grand débat, encadré par ses soins au travers d'une lettre largement médiatisée.

Dans le respect de ses statuts, **FO Finances**, organisation syndicale libre et indépendante, en charge des intérêts matériels et moraux des agents de Bercy et des établissements financiers du secteur semi-public, laisse la liberté aux adhérents de ses syndicats, en leur qualité de citoyens, de participer ou pas à ce grand débat national.

En revanche, les thèmes retenus impactent directement ou indirectement les missions, leurs conditions d'exercice mais également les conditions de travail des agents de nos ministères et des établissements financiers semi-publics.

Il en est ainsi de toutes les questions relatives au pouvoir d'achat des agents des ministères de Bercy, actifs et retraités, qui figurent au cœur de notre cahier de revendications.

- Revalorisation de la valeur du point d'indice et des salaires,
- Prime exceptionnelle à l'ensemble des agents gérés par Bercy,
- Revalorisation des pensions à hauteur de l'inflation,
- Plan exceptionnel de promotions,
- Revalorisation des frais de déplacement.

Telles sont les revendications portées par **FO Finances**.

Il en est de même des questions relatives au devenir des services publics.

En ce sens, l'interrogation présidentielle sur les services publics qu'il faudrait supprimer ou sur le fonctionnement de l'administration qu'il faudrait revoir nous interpelle au plus haut point !

Pour **FO Finances**, les réponses se trouvent presque dans la lettre du Président. Et si on ne les devine pas, il suffit de reprendre les propositions du programme « CAP22 ».

Pour certaines directions de Bercy, c'est encore plus flagrant.

A la DGFIP, le Directeur Général vient de présenter aux syndicats un projet de « géographie revisitée ». Rien de moins qu'un projet drastique de révision de l'ensemble des implantations mais aussi de répartition des effectifs.

Pour ce qui concerne le pôle 3 E dans les DIRECCTE, il n'y a pas eu besoin d'attendre le « grand débat », les personnels subissent déjà de plein fouet les conséquences des restructurations.

Pour **FO Finances**, l'orientation des questions du « grand débat » ne laisse guère planer de doutes sur les conclusions qui en seront tirées par le gouvernement. Tout laisse à penser que la braderie des services publics va s'intensifier.

Pourtant, la crise actuelle a mis en évidence l'attachement des citoyens à une présence de proximité des services publics.

En outre, dans un rapport publié le 16 janvier, le Défenseur des Droits s'inquiète des risques et dérives inégalitaires de « la transformation numérique ».

FO Finances dénonce le tout numérique, facteur supplémentaire d'exclusion.

Pour **FO Finances**, les questions relatives à l'organisation territoriale de l'État sont sources des plus grandes craintes.

Entre les conséquences du Brexit, en particulier pour les services douaniers, l'interrogation sur le devenir des différents échelons territoriaux et des directions interministérielles, c'est l'ensemble des agents gérés par Bercy qui est concerné.

Dans ce contexte, le bureau fédéral **FO Finances**, réuni ce jour, s'inscrit pleinement dans l'appel de la Fédération Générale des Fonctionnaires FO à une semaine d'actions revendicatives et de grèves.

FO Finances appelle l'ensemble des agents des directions de Bercy à participer à la manifestation nationale du 7 février à Paris.

Adoptée à l'unanimité

Paris, le 23 janvier 2019